

Le chef du HCR appelle à davantage de soutien international pour la Tanzanie

ONU Info, 8 février 2019 Le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, Filippo Grandi, a conclu vendredi une visite de quatre jours en Tanzanie par un appel à davantage d'investissements dans les régions du nord-ouest où sont hébergés quelque 330 000 réfugiés, notamment pour des priorités telles que la protection de l'environnement et le développement économique.

Citant la Tanzanie comme « l'un des plus importants pays d'asile de réfugiés en Afrique », M. Grandi a exprimé sa satisfaction devant les assurances du gouvernement selon lesquelles le pays continuerait à être accueillant envers les réfugiés. Lors de sa rencontre avec le président John Joseph Magufuli, M. Grandi a félicité la Tanzanie pour sa longue tradition d'accueil des réfugiés fuyant les conflits et les persécutions dans les pays voisins, notamment la naturalisation de 162.000 réfugiés burundais en 1972. Citant l'hospitalité montrée par la Tanzanie pendant des décennies, il a déclaré que le pays et le peuple méritaient une plus grande reconnaissance internationale. Filippo Grandi s'est engagé à mobiliser davantage de soutien pour les efforts humanitaires et pour le développement de la communauté d'accueil, l'amélioration de la sécurité des camps et les projets environnementaux, tels que les sources d'énergie offrant une alternative au bois de chauffage. Le Haut-Commissaire et le président tanzanien ont discuté de l'idée de créer un cadre régional pour améliorer les conditions de vie et trouver des solutions aux réfugiés burundais et congolais. Des réfugiés confiants de pouvoir rentrer chez eux en toute sécurité Lors de ses entretiens avec des représentants du gouvernement, M. Grandi a souligné que le retour durable des réfugiés se produit lorsque les réfugiés se sentent confiants de pouvoir rentrer chez eux en toute sécurité et de recevoir le soutien nécessaire pour le faire. Au cours des deux dernières années, 57.865 réfugiés du Burundi ont été assistés pour rentrer volontairement depuis la Tanzanie. Cependant, certains réfugiés ont déclaré que les pressions perçues par les représentants du gouvernement, associées aux restrictions imposées à la liberté de circulation et à l'accès aux moyens de subsistance, avaient influencé leur décision de rentrer. Au cours de ses entretiens, M. Grandi a indiqué que le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) était prêt à collaborer avec le gouvernement pour aider tous ceux qui souhaitent rentrer chez eux, mais que, d'après son expérience, certaines restrictions peuvent être contre-productives et que c'est lorsque les réfugiés sont convaincus que les conditions sont réunies dans leur pays d'origine, ils choisissent de rentrer volontairement. « Les conditions sont encore incertaines en République démocratique du Congo et au Burundi », a déclaré à la presse M. Grandi à l'issue de sa visite au camp de réfugiés de Nyarugusu à Kasulu, soulignant que certains réfugiés se sont néanmoins portés volontaires pour rentrer chez eux et bénéficient du soutien du HCR. « Il est important que personne ne soit contraint au retour et que le rapatriement reste un exercice volontaire ». M. Grandi a appelé à un soutien international accru pour que les réfugiés qui rentrent volontairement puissent réintégrer avec succès leur pays d'origine, notant les paquets de retour actuels et que la capacité de suivi des rapatriés au Burundi est insuffisante. Un pays stable dans une région en crise M. Grandi a souligné que la Tanzanie était un pays stable dans une région en crise et a félicité le pays pour son rôle de pacificateur régional, exhortant les dirigeants tanzaniens à poursuivre leurs efforts de paix. Lors d'une réunion à Dar es Salaam avec Benjamin William Mkapa, l'ancien président de la Tanzanie, qui a récemment occupé le poste de facilitateur du processus de dialogue inter-burundais auprès de la CAE, M. Grandi a exprimé l'espoir que les efforts de médiation se poursuivraient. M. Mkapa a déclaré craindre que le processus soit au point mort et, même si des progrès ont été accomplis dans le domaine de la sécurité, il reste une impasse politique et le dialogue entre les parties prenantes est le seul moyen de sortir de la crise actuelle et de mener des élections libres, équitables et inclusives prévues pour 2020. 74% des réfugiés et demandeurs d'asile tanzaniens viennent du Burundi et les 26% restants viennent de RDC. La grande majorité vit dans des camps proches des zones frontalières et nombre d'entre eux y sont depuis des décennies. M. Grandi a félicité la Tanzanie pour son soutien au Pacte mondial pour les réfugiés, une approche qui appelle un soutien international accru aux pays hôtes. Il appelle également à une plus grande autonomie des réfugiés, ce qui stimulera les économies locales et offrira des opportunités aux communautés hôtes, a-t-il déclaré. Lors de sa visite au camp de réfugiés de Nyarugusu, Selemani Boaz, un réfugié congolais, un commerçant du marché, a déclaré : « Le marché commun nous aide à interagir avec différentes personnes, même de l'extérieur du camp, en particulier des Tanzaniens ... Nous apprenons à nous connaître et cela contribue à nous unir ». Le marché permet également aux réfugiés d'avoir accès à une variété d'aliments, en dehors des rations du Programme alimentaire mondial (PAM).

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});